



Santé - Social



Paris, le 29 mai 2019

APPEL DE L'INTERSYNDICALE DES FEDERATIONS CFE-CGC, CGT, FO et SUD

La semaine de grève ponctuée d'actions ciblées du 27 au 31 mai, met en exergue la multiplication de conflits dans les établissements de Santé et d'Action Sociale qui traduisent avec force des revendications d'effectifs et budgétaires supplémentaires pour faire face à l'activité croissante. Tous nos secteurs d'activités sont touchés, la psychiatrie, les EHPAD, les structures de prise en charge des personnes âgées et soins à domicile, les services de maternité, les centres d'IVG, les centres d'accueil pour la protection de l'enfance, les urgences ... Des années de politiques d'austérité, exclusivement guidées par une vision comptable d'économies à court terme, ont fini par gravement détériorer notre système de Santé et de protection sociale, ainsi que les conditions de travail, de vie des salariés.e.s et la qualité de la prise en charge de la population. Les mouvements de grève importants et croissants qui se développent sur tout le territoire dans les services d'urgences avec plus de 65 établissements en lutte actuellement, reflètent et expriment un profond malaise ainsi que la colère des personnels médicaux et non médicaux qui dénoncent à travers leur mobilisation par la grève cette politique gouvernementale de Santé.

Hier, le 28 mai un rassemblement a eu lieu devant le ministère des Solidarité et de la Santé à l'appel de l'intersyndicale CFE-CGC, CGT, FO et SUD suite à notre demande de rencontre nous avons été reçus par la DGOS. Nous avons exigé l'ouverture de négociations nationales urgentes sur les services d'urgences et attendons une réponse dans un délai de 48H.

Nous avons abordé les thématiques suivantes qui doivent faire pour nous rapidement aussi l'objet de négociations pour l'ensemble des personnels :

- La défense et l'amélioration du statut général des fonctionnaires garant de l'égalité de traitement des usagers et l'amélioration des conventions collectives ;
- L'arrêt des suppressions de postes dans les établissements ;
- La titularisation des contractuels ;
- L'abandon de l'enveloppe fermée ;
- L'attribution de financements supplémentaires pour nos établissements et notre système de sécurité sociale ;
- La Prise en compte de la pénibilité de nos métiers par un départ anticipé à la retraite ;
- L'arrêt de la fermeture de services et de lits ainsi que d'établissements ;
- L'augmentation des effectifs en personnel et plan de formation en urgence ;
- L'augmentation des salaires ;
- Une négociation immédiate pour les services d'Urgence ;
- L'abandon des projets de loi « ma Santé 2022 », de la loi dite « de transformation de la Fonction Publique » et projet de mesures gouvernementales contre les acquis et les droits spécifiques des originaires d'outre-mer.

Nous soutenons les luttes ainsi que les grèves en cours et celles à venir décidées par les personnels avec nos syndicats qui permettent d'amplifier la mobilisation. D'ores et déjà sans attendre l'hypothétique réponse du ministère, élevons le rapport de force pour faire gagner les revendications des salarié.e.s.

L'intersyndicale, comme elle l'a annoncée le 25 Mai appelle à une journée de mobilisation et de grève nationale le 11 juin 2019. L'intersyndicale permettra ainsi aux services et syndicats en grève de venir porter leurs revendications devant le Ministère de la Santé à Paris, et en local de maintenir le rapport de force.